



 Éditorial : Autre fiasco P.2	 Éducation : L'examen de l'OTI 2023 vivement critiqué pour mauvaise organisation P.3	 Justice : Le parquet cherche-t-il à lasser les abatteurs indépendants de bétail ? P.4	 État : La solde d'avril reste due à beaucoup, des primes de garde aussi P.5	 Après Tadjourah, Ali-Sabieh : Guelleh s'y offre une autre petite inauguration P.6	 Soudan : Les généraux en guerre seulement d'accord pour protéger les civils P.7	 'Scientifiques : le changement climatique a aggravé la sécheresse en Afrique de l'Est P.8	 L'affaire Imran Khan révèle frustrations et lassitude à l'égard de l'armée et des dynastiques politiques P.9	 Atelier écriture Récit : En l'autre P.10
--	--	--	--	---	--	--	---	--

Arrêtés pour avoir parlé au président du MRD, Dr Daher Ahmed Farah



Mohamed Ibrahim

Quatre Djiboutiens ont été arrêtés mercredi 17 mai 2023 par la police du 4ème arrondissement de Balbala, en banlieue populaire de la capitale djiboutienne, Djibouti-ville. Il s'agit de Moussa Ahmed Afkada, Yonis Houffaneh, Houssein Igal Guedi et Hirsi Ali Moussa. L'un deux, Hirsi Ali Moussa, est malade, opéré de l'abdomen. Il porte encore les points de suture.

Motif de ces arrestations : les quatre hommes ont salué le président du MRD, Dr Daher Ahmed Farah (DAF), et lui ont parlé de leurs difficultés à survivre.

Alors, est-ce un délit de parler à DAF ?

Ils ont tous été détenus au commissariat de police du 4ème arrondissement. Ils n'ont pas bénéficié d'assistance médicale ni de services d'avocat durant leur dé-

tention qui a duré jusqu'au jeudi 19 mai dans la matinée.

Ces quatre hommes sont des travailleurs indépendants du Parc à bestiaux de Balbala. Moussa Ahmed Afkada est abatteur indépendant de bétail et fait partie du comité directeur de l'association Midimaal qui regroupe les abatteurs indépendants de bétail du Parc.

Bien dans son rôle de leader politique d'opposition, DAF revenait au contact des habitants de

Balbala et d'au-delà, lorsqu'il a croisé les personnes qui allaient être arrêtées. Il venait de visiter Buldhuqo et était en route pour le quartier extrêmement pauvre dit Cheikh Farah, à Damerjog, en région d'Arta-Wéa.

Alors, est-ce un délit de parler à DAF ? Incontestablement, ces arrestations sont arbitraires et les détentions qui ont suivi illégales. A suivre de très près. ■

EDITORIAL: Autre fiasco



Mahamoud DJAMA

L'homme aux cinq mandats de pouvoir solitaire, l'autocrate Ismail Omar Guelleh (IOG), s'est récemment envolé de son luxueux palais de Haramouss, en bordure de la mer. Il l'a fait mercredi 3 mai 2023. Direction : Londres, capitale du Royaume-Uni, où le nouveau roi des Britanniques, Charles III, était officiellement couronné samedi 6 mai 2023. Il a donc encore coûté de l'argent à l'État de Djibouti.

Alors, qu'a-t-il fait lors de cette longue visite de plusieurs jours à Londres ? Selon nos informations, pas-grand-chose.

Alors, qu'a-t-il fait lors de cette longue visite de plusieurs jours à Londres ? Selon nos informations, pas-grand-chose. En dehors de sa présence parmi les invités, il n'aurait rien fait d'intéressant. C'est pourquoi son séjour a été si démunie

d'images et d'informations. Si cela avait été l'inverse, s'il avait mis à profit l'événement pour rencontrer des homologues et autres têtes couronnées, les médias officiels nous l'auraient martelé jusqu'au dégoût.

C'est aussi pourquoi, apprend-on, l'ambassadeur de l'autocrate en France, qui est également accrédité auprès du Royaume Uni, un certain Ayeid Mousseid Yahya, a dû ouvrir la bouche pour ne rien dire. Il a parlé d'invitation officielle, appuyée par un coup de fil du premier ministre britannique, et de "voir des têtes couronnées et des chefs d'États du monde entier, des chefs d'États africains, des chefs d'États arabes". Il a parlé d'"occasion de marquer la présence de Djibouti aux côtés de nos amis britanniques". Il aurait mieux fait de se taire, car il n'y a là aucune trace de travail digne de la fonction présidentielle.

Selon certaines sources, l'ambassadeur aurait subi la colère de l'autocrate qui lui aurait sévèrement reproché d'avoir

été incapable de lui obtenir des entretiens avec des chefs d'États ou des têtes couronnées en marge de la cérémonie.

Regretterait-il le temps perdu et les occasions manquées pour entrer positivement dans l'histoire ?

Comme si son empressement à le servir suffisait pour y arriver ! Comme si lui, IOG, était assez intéressant pour les intéresser !

Vous l'avez compris, le vieil autocrate a juste vu passer des têtes couronnées et autres chefs d'États durant son séjour. Or, Dieu sait quels efforts personnels il a dû fournir pour effectuer ce déplacement, notamment au plan de la forme physique. Il a dû se mobiliser et mobiliser pour masquer autant que faire son état de faiblesse et paraître présentable.

Le voyage de Londres s'est ainsi révélé un échec complet pour cet homme au crépuscule de sa vie. Un homme que les

contrecoups de sa mauvaise gouvernance devraient ronger. Regretterait-il le temps perdu et les occasions manquées pour entrer positivement dans l'histoire ?

En tout cas, cet autre fiasco était prévisible. Il ne pouvait pas s'attendre à un accueil digne d'un grand gouvernant, auréolé de ses succès à la tête de son pays : il ne coche pas les bonnes cases...

Est-ce assez pour le faire réfléchir une fois de retour dans sa petite bulle d'opulence, nichée dans l'une des capitales les plus sales et les plus pauvres au monde ? il est permis d'en douter... ■

Éducation : L'examen de l'OTI 2023 vivement critiqué pour mauvaise organisation



Mohamed Ibrahim

Depuis la réforme scolaire controversée de décembre 1999 et la loi consécutive du 10 juillet 2000, les élèves de l'enseignement primaire djiboutien ne passent plus d'examen d'entrée en 6ème à la fin de la classe de cours moyen 2ème année (CM2). Ils passent un autre examen appelé Objectif terminal d'intégration (OTI). Ils le font non pas en fin de CM2 mais à la fin de la 5ème année, soit l'équivalent chronologique de l'ancien cours moyen 1ère année ou CM1.

Comme son prédécesseur, l'OTI est national et a lieu à la même date sur l'ensemble du territoire djiboutien. Cela implique, on l'imagine, toute une organisation. Il faut fabriquer les épreuves, préparer les centres d'examen, assurer la surveillance des élèves le jour des épreuves, corriger les copies, recenser les résultats et les proclamer. Le tout avec une grande rigueur morale et professionnelle.

Il va sans dire que cette organisation demande du temps. D'où la mise en chantier de l'examen plusieurs semaines avant la date à laquelle les candidats sont convoqués. Or, d'après nos sources, le travail préparatoire a connu du retard cette année. Selon plusieurs enseignants que La Voix de Djibouti a contactés

“Presque rien n'a été entrepris à temps”, nous a confié l'un d'eux, en poste dans la capitale.

et qui ont requis l'anonymat, il s'agit même d'un grand retard. “Presque rien n'a été entrepris à temps”, nous a confié l'un d'eux, en poste dans la capitale. “C'est comme si la machine s'est grippée”, a dénoncé un autre, affecté à une école de région.

L'inquiétude était également perceptible chez les parents d'élèves. Plusieurs d'entre eux ont dit n'avoir presque rien vu

venir. “D'habitude, en cette période, on sent une ambiance de travail pour l'OTI, pas cette année”, a affirmé un parent d'élèves qui connaît le dispositif.

D'ordinaire, l'examen a lieu autour du 18 mai et les résultats sont proclamés fin mai ou début juin. Cela laisse trois mois de vacances aux élèves, soit juin, juillet et août. Cette année aussi, le calendrier a fixé l'OTI au mercredi 17 mai 2023. Mais son organisation est vivement critiquée.

La Voix de Djibouti a, comme elle a pu, mené l'enquête sur la cause du problème dénoncé. Elle a essayé de comprendre le pourquoi du comment. Ses sources lui ont inspiré un constat : celui d'un phénomène de dé-mobilisation à l'œuvre depuis le sommet de l'éducation nationale. Le système lui a donné à voir une sorte de léthargie, comme s'il n'était plus animé. Bien entendu, aucun haut responsable n'a osé recevoir nos journalistes et répondre ouvertement à nos

questions, mais plusieurs officiels haut placés se sont confiés en off. “C'est la fin de règne partout”, a même lâché l'un d'entre eux.

Il faut dire que le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Mohamed Mahamoud, est donné partant au prochain remaniement de gouvernement que la rumeur du régime dit imminent. Il ne serait plus en grâce auprès du vieil autocrate Ismail Omar Guelleh et de son épouse Kadra Mahamoud Haïd dont l'influence n'est pas un secret.

Alors, le ministre répond-il à son départ annoncé par une baisse de régime préjudiciable à un système éducatif déjà mal en point ? Ou est-ce une manifestation, une de plus, de l'effet fin de règne générale ? A lui de répondre. A suivre ■

Justice : Le parquet cherche-t-il à laisser les abatteurs indépendants de bétail ?



Mariam Abdi

Comme nous en avons rendu compte dans ces colonnes plus d'une fois, les abatteurs indépendants de bétail de la capitale, travailleurs pauvres d'entre les pauvres, protestent depuis le mois d'avril. Ils le font contre la confiscation de leur activité par Elmi Moussa Hassan, ex-député et ex-cadre d'Électricité de Djibouti (EDD), au profit duquel le service public Parc aux bestiaux et abattoir avait été privatisé en 2014.

Ils ont été arrêtés, re-arrêtés, détenus, re-détenus. Puis ils ont

été présentés au parquet de la République jeudi 27 avril 2023. Lequel les a relâchés et convoqués pour le jeudi 4 mai 2023, puis pour le jeudi suivant du 11 mai 2023. Ils ont, à chaque fois,

“Nous avons le sentiment que la justice se moque de nous, mais nous ne céderons pas”, s’est indigné l’un des délégués des abatteurs indépendants de bétail.

répondu à la convocation, re-

mettant un constat d’huissier des dommages subis du fait de l’ancien député Elmi Moussa Hassan.

Pourtant, à ce jour, le parquet de la République n’a pris aucune décision. Il n’a pas donné suite à la plainte des pauvres travailleurs indépendants. Tout se passe comme s’il a été décidé de ne rien décider pour laisser les plaignants. “Nous avons le sentiment que la justice se moque de nous, mais nous ne céderons pas”, s’est indigné l’un des délégués des abatteurs indépendants de bétail.

A suivre de près■

État : La solde d'avril reste due à beaucoup, des primes de garde aussi



Mouna Ali

Le problème de retards de salaires que nous avons encore évoqué la semaine dernière dans ces colonnes, demeure. De nombreux agents de l'administration publique, celles et ceux qui émarquent au budget de l'État, attendent donc leurs salaires d'avril 2023.

Selon nos dernières informations, seuls les membres des forces de sécurité et de défense, les enseignants et, après vives protestations, les agents de la santé publique ont touché leurs salaires du mois écoulé. Tous les autres attendraient encore.

Par ailleurs, une bonne partie du personnel de la santé publique

continue de connaître de longs arriérés de primes de garde. D'où les protestations qui continuent ici et là. Ainsi à la polyclinique Farah Had ce dimanche 13 mai 2023.

Sur la cause de ces retards répétés de salaires et autres arriérés de primes de garde, un manque d'argent public est mis en avant. Mais qui vide les caisses de l'État ? Où vont encore les ressources publiques ? C'est la question qui revient les lèvres.

Au sujet des retards et arriérés, et après un mouvement de

grève observé mercredi 10 mai à l'hôpital général dit Italien de Balbala, le ministre de la santé publique, Dr Ahmed Robleh Abdulleh, a rencontré une délégation des travailleurs. Mais si les salaires sont tombés dans les heures qui ont suivi, cela n'a pas permis de régler le récurrent problème du paiement de la prime de garde qui demeure en partie. Pour la petite histoire, il se murmure que le ministre a, à cette occasion, tenté la carte de l'intimidation, en vain. Ses interlocuteurs ne se sont pas laissé intimider par ses menaces décalées de révocations/licenciements, ajoute-t-on.

Sur la cause de ces retards répétés de salaires et autres arriérés de primes de garde, un manque d'argent public est mis en avant.

Mais qui vide les caisses de l'État ? Où vont encore les ressources publiques ? C'est la question qui revient les lèvres.

Rappelons que, outre le mois écoulé d'avril, les agents concernés de l'État connaissent un mois ancien d'arriéré de salaire. A suivre de près■

Après Tadjourah, Ali-Sabieh : Guelleh s'y offre une autre petite inauguration



Mahamoud DJAMA

Après l'hôtel Gadileh de Tadjourah en février dernier, après tant d'autres petites inaugurations, l'homme usé par ses cinq mandats de pouvoir solitaire, Ismaïl Omar Guelleh, s'est mis en scène à Ali-Sabieh-ville jeudi 11 mai 2023. Arrivée en hélicoptère astiqué de l'armée, piquet d'accueil militaire et civil, un ministre de la santé qui s'incline pour le saluer...le spectacle n'a pas dérogé à la règle de la petitesse. A l'image de la petite inauguration que le vieil autocrate est venu faire.

Qu'avait-il donc à inaugurer ? Un hôpital de référence ? Une unité industrielle innovante ? Une puissante et écologique centrale électrique ? Une grande autoroute ? Non, rien de tel. Il est

venu inaugurer, au modeste hôpital de la ville, quelques équipements ordinaires : un scanner, une banque de sang, une morgue et un incinérateur. C'est un hôpital qu'il avait pourtant inauguré en février 2016.

Est-ce que l'entrée en service de ces quelques équipements ordinaires méritait un tel déplacement avec son pesant de dépenses publiques, de temps et d'énergie ?

Est-ce que l'entrée en service de ces quelques équipements ordinaires méritait un tel déplacement avec son pesant de dépenses publiques, de temps et d'énergie ? Évidemment non, car l'acquisition et l'utilisation des

équipements de travail relèvent de la routine.

A propos, il n'a pas pris la route reliant Ali-Sabieh-ville à la capitale Djibouti-ville. Pourquoi ? Probablement, l'état peu satisfaisant de l'artère, très délabrée entre Doudoub Balaleh et le chef-lieu de la région assajog, ne lui convenait pas. Tout comme la route de Galafi et d'autres du pays ne répondent pas à son confort personnel et qu'il les évite, au lieu de les reconstruire.

Alors quoi ici ? D'abord, cette petite mise en scène suggère que l'hôpital n'était pas à niveau lorsqu'il a été inauguré en 2016, sinon l'acquisition de ces équipements n'aurait pas été nécessaire quelques années après son ouverture. Ensuite, elle rappelle que l'homme aux cinq mandats

ne veut toujours pas mieux faire.

Inaugurer des affaires privées telles qu'un magasin, un hôtel, une banque, des activités par ailleurs discutables, inaugurer un équipement ordinaire de tel service public, poser une pierre sans lendemain...la liste est bien longue de ses petites inaugurations.

Comme dans une certaine façon d'agir, se projette une certaine façon d'être, à quoi renverraient-ils, ces actes insignifiants ? A vous, la réponse. Même si vous êtes l'un de ses obligés du ventre... ■

Soudan : Les généraux en guerre seulement d'accord pour protéger les civils



Mahamoud DJAMA

Vendredi 12 mai 2023, au Royaume d'Arabie Saoudite, les deux généraux soudanais en guerre pour le pouvoir, le général al-Burhan, chef de l'armée, et le général Dogolo alias Hemedti, patron des forces de réponse rapide (RSF), se sont entendus pour protéger les civils et les organisations humanitaires. Ce, après une semaine de pourparlers qui a débuté le 6 mai au port saoudien de Jeddah.

En revanche, ils ne sont pas tombés d'accord sur un cessez-le-feu. Ils ont juste signé une déclaration selon laquelle ils

allaient travailler pour parvenir à un cessez-le-feu dans un proche avenir. De fait, les deux parties

Selon l'ONU, depuis le 15 avril, début des hostilités, les combats ont fait 750 morts, 5 000 blessés, plus de 730 000 déplacés ainsi que quelque 200 000 réfugiés dans les pays limitrophes

s'engagent seulement à accorder la priorité aux discussions pour un cessez-le-feu à court terme afin de faciliter l'acheminement de l'assistance humanitaire et la restauration des services essen-

tiels dans le pays.

De son côté, le Département d'État américain a déclaré que les deux camps allaient se concentrer sur l'atteinte d'un accord de cessez-le-feu dans les dix jours.

Pourtant, "les deux parties sont bien éloignées l'une de l'autre", a affirmé un officiel de haut rang du Département d'État américain qui a requis l'anonymat.

Selon un autre Américain, Cameron Hudson, analyste qui s'intéresse au Soudan, "les deux généraux veulent surtout faire bonne figure auprès de la communauté internationale. Et gagner du temps pour consolider

leurs positions. Mais il n'y a pas de véritable volonté de négocier".

L'envoi des deux délégations à Djeddah, serait donc un leurre.

Il est vrai que l'entêtement des deux généraux avides de pouvoir, donne à penser que l'un et l'autre sont encore convaincus de pouvoir l'emporter militairement. Au mépris du sang soudanais qu'ils versent et du pays qu'ils détruisent.

Selon l'ONU, depuis le 15 avril, début des hostilités, les combats ont fait 750 morts, 5 000 blessés, plus de 730 000 déplacés ainsi que quelque 200 000 réfugiés dans les pays limitrophes ■

'Scientifiques : le changement climatique a aggravé la sécheresse en Afrique de l'Est



Traduit de l'anglais avec Associated Press (AP) : "Scientifiques : le changement climatique a aggravé la sécheresse en Afrique de l'Est"

Osman Robleh

La sécheresse en cours en Afrique de l'Est est aggravée par le changement climatique provoqué par l'homme, qui l'a aussi rendue plus susceptible de survenir, a conclu une équipe internationale de climatologues. Le rapport est venu mercredi (26 avril 2023, ndlr) de l'Attribution climatique mondiale, un groupe qui cherche à rapidement déterminer si certains événements climatiques extrêmes ont été influencés par le changement climatique. Dix-neuf scientifiques issus de sept pays ont étudié

comment le changement climatique a affecté les précipitations

"Le changement climatique a causé le bas niveau des précipitations dans la région", a dit Joyce Kimutai, principal météorologiste au Département météorologique du Kenya.

dans la région.

"Le changement climatique a causé le bas niveau des précipita-

tions dans la région", a dit Joyce Kimutai, principal météorologiste au Département météorologique du Kenya. "Le changement climatique a rendu la sécheresse exceptionnelle". Les scientifiques ont analysé les données météorologiques historiques, incluant les changements dans les deux principaux régimes de pluies dans la région, tout en procédant à des simulations informatiques remontant aux années 1880. Ils ont découvert que les longues saisons de pluies -mars à mai- devenaient plus secs et les courtes saisons de pluies -octobre à déc-

embre- devenaient plus humides en raison du changement climatique. Ils ont qualifié la sécheresse que subit la région d'« unique en son genre »" (Scientists: Climate Change Worsened Eastern Africa Drought)■

Pakistan : L'affaire Imran Khan révèle frustrations et lassitude à l'égard de l'armée et des dynastiques politiques



Mouna Ali

Le Pakistan connaît une vie politique mouvementée depuis sa séparation de l'Inde et la proclamation de son indépendance dans la nuit du 14 au 15 août 1947. Crises politiques et autres coups d'État marquent la gouvernance publique de ce pays pourtant devenu puissance nucléaire.

Ainsi, en mars 2022, une crise politique s'est traduite par une motion de censure qui a entraîné la chute du Premier ministre Imran Khan, au pouvoir depuis les élections législatives de 2018. Avec le soutien de l'armée, le chef de l'opposition, Shehbaz Sharif, frère cadet de l'ancien Premier ministre Nawaz Sharif, lui a succédé. Dès lors, Khan et son parti Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI), ou Mouvement du Pakistan pour la justice, se sont retrouvés dans l'opposition.

Mais la crise politique ne s'est

pas arrêtée là. En effet, Imran Khan est, depuis lors, l'objet d'un harcèlement judiciaire de ses successeurs. Ces derniers multiplient les procédures contre lui, cherchant manifestement à l'éliminer de la vie politique. Ce faisant, les autorités provoquent l'ire d'une grande partie de la population.

Ainsi, son arrestation du 9 mai

C'est que, directement ou indirectement (par soutien à telle ou telle famille politique), l'armée intervient régulièrement dans la gouvernance du pays.

2023 a provoqué un mouvement important de protestation dans le pays. Une protestation qui demeure, car s'il a été relâché vendredi 9 mai sur décision de la Cour suprême, c'est pour seulement deux semaines.

Selon Ayesha Siddiqi, chercheuse associée au King's College à Londres et spécialiste de l'armée pakistanaise, la popularité d'Imran Khan montre une lassitude populaire croissante à l'égard de l'armée et des dynastiques politiques. Ce sont deux qui dominent la vie politique dans le pays.

Pour l'universitaire, certes les manifestants pro-Khan sont des partisans du Pakistan-Tehrik-e-Insaf (PTI), la formation de l'ancien Premier ministre, mais c'est un mouvement spontané qui échappe aux cadres du parti. Elle considère que cette explosion de colère, notamment chez les jeunes, est le résultat de soixante-quinze ans de frustrations, particulièrement à l'égard de l'armée et de ce qu'elle appelle les "dynastiques politiques" telles que les Butho ou Sharif.

C'est que, directement ou indirectement (par soutien à telle ou telle famille politique), l'armée intervient régulièrement dans la

gouvernance du pays. Elle fait de même dans le champ économique et ne s'interdit pas de peser dans le débat sur la société. Il faut remonter aux origines de l'État pakistanais pour comprendre le point de départ de la politisation de son armée. En effet, c'est dès ses débuts que la Muette naissante a cessé de se taire. Depuis lors, elle n'a cessé d'étendre son influence, menant son premier coup d'État dès 1958. Le général Ayub Khan, chef d'état-major de l'armée, a pris le pouvoir le 8 octobre 1958. Un autre coup d'État militaire est intervenu en 1977 sous la conduite du général Zia-ul-Haq. Il a été suivi d'un troisième coup d'État perpétré, lui, par le général Pervez Musharraf en 1999.

Cela a abouti à une situation où c'est l'armée qui domine le pays. Elle dicte sa loi aux civils, souvent incarnés par les mêmes familles politiques dont se lassent aussi les Pakistanais ■

Nos lecteurs ont du talent



Récit : En l'autre (Suite du récit)

-Les échanges avec les deux lycéens éclairent Bilane. Elle observe qu'ils ignorent presque tout de ce qu'ils sont. Ils ne connaissent pas ou très peu la société dont ils sont issus et sa manière d'être au monde, c'est-à-dire sa culture. Elle note que ni leurs parents ni l'école d'origine exogène ne leur enseignent cela. Elle en déduit que, à l'instar de Fozia et Rachid, bien des citadins regardent la campagne avec des lunettes d'ignorants qui s'ignorent. D'autres qu'elle y verrait davantage qu'une simple ignorance : une aliénation culturelle en actes.

Alors, du haut de son enthousiasme juvénile, la pasteur nomade résout de réagir face à cette ignorance qu'elle juge inacceptable. L'exposé scolaire qui la réunit à ses deux interlocuteurs, lui en donne une occasion. Elle se sent aussi encouragée par la relative ouverture d'esprit qu'elle repère chez eux. Elle peut commencer à les instruire.

-Intéressons-nous d'abord à l'élevage traditionnel qui est à la fois important pour la vie à la campagne, l'alimentation en viande du milieu urbain et notre exposé de lycée, lance Rachid.

-L'élevage ancestral, explique doctement Bilane, se pratique avec du savoir et du savoir-faire. Le pasteur nomade sait comment

élever ses bêtes. Il sait les nourrir, désaltérer et protéger contre les prédateurs. Il sait les assister lors de la mise-bas et soigner si elles sont malades. Il sait leur parler, les écouter, comprendre ce qu'elles expriment, répondre à leurs desideratas, les consoler s'il n'est pas en mesure de le faire. De tout cela, naissent des liens entre l'éleveur et ses animaux.

-Comment éclaire-t-il sa décision de les déplacer d'un pâturage à un autre, d'une contrée à une autre ? demande Fozia.

-Il s'éclaire à sa connaissance et à son expérience de la campagne. C'est un milieu qui lui est bien familier, dans son relief, son climat, sa faune, sa flore, sa population humaine. Il connaît ses saisons, ses pâturages et ses points d'eau. Il sait s'orienter de jour comme de nuit, se situer dans le temps qui passe en utilisant le calendrier ancestral. Il sait lire les traces que laissent bêtes et bipèdes sur le sol, en tirer telle ou telle information. Si, pour une raison ou une autre, il doute d'une destination, il part l'explorer avant de décider d'y déplacer ou non bétail et campement. Voyez-vous, les mouvements pastoraux ne se font pas à l'aveuglette mais de manière informée.

-Comment savez-vous où creuser un puits ? Avez-vous une te-

chnique pour repérer la présence des nappes phréatiques ?

-Nous mobilisons notre savoir endogène pour trouver de l'eau. Nous savons où se situent les cours d'eau, s'ils sont permanents ou non. Nous savons que, sous le lit ou les rives des oueds intermittents, se trouve le précieux liquide. Nous savons que la présence de certaines plantes indique une nappe phréatique proche. Nous savons aussi évaluer les ressources selon les saisons. Nous connaissons encore la qualité de l'eau sur telle ou telle portion de notre territoire.

-Comme il y a deux grandes saisons, la chaude et la fraîche, les déplacements en tiennent compte, j'imagine, demande Rachid.

-Généralement, les transhumances obéissent aux saisons, car les pluies et partant l'herbe sont saisonnières. Il y a les pluies de la saison fraîche et celles de la saison chaude. Mais certaines contrées offrent eau et herbe toute l'année, dispensant ainsi les campements de la transhumance. L'on peut également éviter certains déplacements en réalisant des retenues d'eau. Remarque importante, se déplacer n'est pas uniquement vécu comme une contrainte du régime climatique, cela offre aussi l'avantage de changer d'air et de varier

l'alimentation du bétail. En cette dimension, le déplacement constitue un bénéfice important pour les humains comme pour les animaux. Changer d'air, n'est-ce pas ce que vous mettez en avant lorsque vous partez en vacances quelque part ?

-En effet. A propos d'avantages, est-ce que certaines parties de la campagne sont plus favorables à l'élevage que d'autres ?

-La faune et la flore libre, je pense notamment aux prédateurs, varient dans la campagne, variations en diversité, en densité, ou en l'une et l'autre. Cela, suivant la position géographique et le type de sol. Plus exactement, l'herbe varie, les arbustes varient, les arbres aussi. Il en va de même pour les animaux non domestiques. Tout cela n'est pas sans impact sur l'élevage local. Par exemple, certaines contrées conviennent mieux à telle catégorie de bétail plutôt qu'à telle autre. Ainsi, il est des secteurs plutôt favorables aux ovins, d'autres aux bovins, d'autres aux camélidés, comme il en est qui conviennent à tous. A suivre ■